



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Mercredi 12 octobre 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Le Président Tebboune préside une réunion sur le contrôle du marché et la lutte contre la spéculation

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, mardi, une réunion spéciale sur le contrôle du marché et la lutte contre la spéculation, indique un communiqué de la Présidence de la République.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Véhicules : les décisions du Président Tebboune, « une bouffée d'oxygène » pour les citoyens

Les décisions prises par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors du dernier Conseil des ministres, concernant le dossier des véhicules, représentent une "bouffée d'oxygène" pour les citoyens et vont permettre le retour, dans quelques mois, des activités de la distribution et l'industrie automobiles, selon des associations de consommateurs.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Benabderrahmane met en avant les efforts de l'Etat pour relancer l'activité économique](#)

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a affirmé mardi au Conseil de la Nation, que l'Etat avait poursuivi la mise en œuvre des mesures de relance économique ainsi que le soutien au pouvoir d'achat du citoyen en dépit des conditions internationales et régionales difficiles ces dernières années.



[Djamel Kassali, ministre des finances Selon : Pas de nouveaux impôts dans la LFC](#)

Le pays s'assure l'équivalent de 12 mois d'importations de marchandises et de services. Selon les chiffres avancés par le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, qui a présenté lundi le projet de loi de finances complémentaire (Plfc - 2022), celle-ci prévoit un déficit global de 5 467 Mds/DA.



[Le président Tebboune préside une réunion spéciale contre la spéculation : L'État frappera fort](#)

Le chef de l'État a donné des instructions pour lutter et faire face fermement à ces comportements. Le président de la République a présidé, hier, une réunion spéciale sur le contrôle du marché et la lutte contre la spéculation, indique un communiqué de la présidence de la République. Cette initiative fait suite à une déclaration du président de la République concernant la spéculation.



Tebboune exige plus de fermeté

Le retour en force des groupes de pression en recourant à la pratique criminelle de la spéculation n'est qu'un élément qui renseigne sur l'enjeu majeur de la lutte contre la spéculation.



Coopération énergétique Algérie-UE : Du gagnant-gagnant

Pour la Commissaire européenne à l'Énergie, l'Algérie est l'un des partenaires les plus fiables pour l'UE dans le domaine de l'énergie. «Le partenariat algéro-européen est une priorité pour la prospérité mutuelle», a déclaré le Premier ministre Aïmene Benabderrahmane, à l'ouverture, hier, à Alger, du 2e Forum algéro-européen sur l'énergie.



Économie nationale : «Des indicateurs très positifs en 2022»

L'expert en économie, le professeur Mourad Kouachi, a estimé que l'économie nationale a franchi d'importantes étapes au cours de l'année 2022, mettant en avant les indicateurs «très positifs» cette même année. Contacté par nos soins, le professeur Mourad Kouachi prévoit que les exportations hors hydrocarbures dépassent les 7 milliards de dollars et 55 milliards de dollars de revenus des hydrocarbures, en 2022.



Relance économique : Appel à l'adhésion des partenaires européens

Evoquant les réformes structurelles mener pour la diversification de l'économie nationale, le Premier ministre a égrené les mesures engagées citant la nouvelle Loi sur l'investissement, la loi sur la monnaie et le crédit qui «en cours de révision», ainsi que l'adaptation du Code des transactions publiques et l'accélération de la réforme bancaire.



Projet de loi de finances complémentaire 2022 : Kassali devant la commission de l'APN

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a présenté, lundi à Alger, le projet de loi de finances complémentaire (PLFC – 2022) devant la commission des finances de l'Assemblée populaire nationale (APN).



Kassali présente le PLFC – 2022 à l'APN: Pas de nouveaux impôts ni de charges fiscales supplémentaires

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a présenté, lundi, le Projet de loi de finances complémentaire (PLFC – 2022) devant la Commission des finances de l'Assemblée populaire nationale (APN).



Le Président Tebboune préside une réunion sur le contrôle du marché et la lutte contre la spéculation

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, mardi, une réunion spéciale sur le contrôle du marché et la lutte contre la spéculation, indique un communiqué de la Présidence de la République.

Projet de loi de finances complémentaire 2022 : M. Kassali présente le projet devant la Commission des finances de l'APN



Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali a présenté lundi à Alger le projet de loi de finances complémentaire (PLFC - 2022) devant la Commission des finances de l'Assemblée populaire nationale (APN).



Devise : voici le niveau qu'atteindront les réserves de change de l'Algérie d'ici à la fin 2022

Nous vous dévoilerons, à travers notre édition du mardi 11 octobre 2022, tous les détails concernant les réserves de change que l'Algérie atteindra avant la fin de l'année 2022. Apprenez tout, juste ci-dessous.

En effet, les exportations algériennes d'hydrocarbures enregistreront une hausse d'ici la fin de l'année en cours. Cela, pour atteindre la barre des 39 milliards de dollars face à 38,5 d'importations. Il s'agit d'une stratégie payante puisque cela ravivera les réserves de change de l'Algérie. Celles-ci devraient couvrir douze (12) mois d'importations. Il s'agit là de ce que rapporte le quotidien arabophone, Echorouk.

Kassali présente le projet devant la commission de l'APN: «La loi de finances complémentaire vise à renforcer le pouvoir d'achat»



Le projet de loi de finances complémentaire 2022 tend à préserver les équilibres budgétaires, sans réduire les budgets alloués aux transferts sociaux et sans inclure de nouvelles taxes ou impôts, a expliqué, hier, le ministre de Finances aux députés, membres de la commission parlementaire de l'APN.



**Maintenir et améliorer les subventions de l'Etat aux catégories vulnérables :
Projet de loi de Finances complémentaire (PLFC – 2022)**

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a assuré, avant-hier lundi, que le projet de loi de Finances complémentaire (PLFC – 2022) comprenait différentes mesures palliatives à la loi des Finances 2022, destinée à la couverture des dépenses supplémentaires en cours. Il s'agit notamment, a-t-il indiqué, d'améliorer les salaires et l'allocation chômage et de renforcer les programmes d'investissement public en faveur de certaines wilayas en plus de la réalisation de structures sanitaires.

Complexité profonde

L'impôt sur la fortune (ISF) revient encore dans la loi de finances 2023, mais est-il possible de s'atteler à son exécution effective dès l'année prochaine ? C'est un impôt que les autorités cherchent à mettre en pratique depuis 2020, année durant laquelle cette nouveauté a été validée dans le lexique de la fiscalité algérienne. Sans réussir à en faire une rentrée d'argent pour les caisses de l'Etat et instaurer une «justice fiscale», comme le prône le discours officiel. Où réside la difficulté qui empêche son application ? Cette mesure a été proposée une première fois dans le cadre de loi de finances de 2020, et elle devait s'accompagner d'une déclaration volontaire du patrimoine des citoyens concernés.



ارتفاع مداخيل الجزائر من المحروقات.. وهذه قيمة احتياطي الصرف عند نهاية 2022

سترتفع قيمة صادرات الجزائر من المحروقات عند نهاية 2022 إلى نحو 39 مليار دولار. وهو ما سينعش احتياطي الصرف الذي يتوقع أن يغطي 12 شهرا من الواردات. جاء ذلك في مشروع قانون المالية التكميلي لسنة 2022، الذي قدمه وزير المالية إبراهيم جمال كسالي يوم الإثنين، أمام لجنة المالية والميزانية للمجلس الشعبي الوطني.



التحكم في السوق ومواجهة المضاربة.. رئيس الجمهورية يسدى تعليماته

ترأس، اليوم، رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، اجتماعا خاصا، حول التحكم في السوق ومواجهة المضاربة. وتطرق الاجتماع إلى الوضع الحالي للسوق، وتذبذب توزيع بعض المواد الاستهلاكية. وكذا تشخيص الخلل. وأعطى الرئيس على إثرها تعليمات للتصدي لهذه السلوكات ومجابهتها بكل صرامة.

Projet de loi de finances complémentaire Pas de nouveaux impôts et charges fiscales supplémentaires

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali a présenté lundi à Alger le projet de loi de finances complémentaire (PLFC - 2022) devant la Commission des finances de l'Assemblée populaire nationale (APN).

Lors d'une séance présidée par Lakhdar Salmi, président de la Commission, M. Kassali a fait savoir que cette loi comprenait différentes mesures palliatives à la loi des Finances 2022, destinée à la couverture des dépenses supplémentaires en cours. Il s'agit notamment d'améliorer les salaires et l'allocation chômage et de renforcer les programmes d'investissement public en faveur de certaines wilayas en plus de la réalisation de structures sanitaires.

Concernant l'encadrement de la macro économie et financier, les changements principaux opérés sur la PLFC consistent également en le prix référentiels du baril de pétrole évalué à 60 USD au lieu de 45 USD adopté au titre de la LF 2022 ainsi que le cours du marché à 70 USD contre 50 USD (LF 2022).

Eu égard à ces indicateurs, le PLFC prévoit "39 mds USD d'exportations d'hydrocarbures à la fin de 2022 soit une augmentation de 40,4% et 18,5 mds USD d'importations de marchandises soit une croissance de 15%".

La balance des paiements atteindra, selon la LFC 2022, +983 millions USD alors que les réserves de change s'élèveront à 46,28 mds USD l'équivalent de 12 mois d'importations de marchandises et de services. La LFC 2022 prévoit aussi un taux de croissance de 3,44% et une augmentation du PIB hors hydrocarbures à 4,3%, selon le ministre.

En outre, la même loi des finances se focalise essentiellement sur la mise en œuvre de mesures urgentes et prioritaires en vue de répondre aux grands objectifs devant stimuler l'activité économique et relancer la croissance outre la réduction de la dépendance aux hydrocarbures, d'après M. Kassali.

La présente loi vise à maintenir et améliorer les subventions de l'Etat aux caté-

gories vulnérables les acquis sociaux pour les citoyens qui a des effets mitigés sur les dépenses de l'Etat, ajoute le ministre.

Cette loi comporte une série de dispositions législatives visant à "soutenir le secteur agricole, à promouvoir l'investissement, à renforcer le pouvoir d'achat des citoyens et à conférer une cohérence et simplicité sur les procédures", indique M. Kassali affirmant que cette loi ne comporte pas de nouveaux impôts et charges fiscales supplémentaires.

La hausse des recettes budgétaires prévue au titre de cet exercice s'élève à +23,2% enregistrant 7000,8 milliards DA, y compris la fiscalité pétrolière qui augmentera à 3211 milliards DA.

Les dépenses budgétaires s'élèvent à 11610 milliards DA au titre de la loi de finances complémentaire, soit une hausse de 1752 milliards DA par rapport à la loi de finances 2022.

Ces dépenses concernent 7697 milliards DA alloués aux dépenses de fonctionnement soit une hausse de 1385 milliards DA afin de prendre en charge principalement la contribution à l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) et l'Office National Interprofessionnel du Lait et des produits laitiers (ONIL) ainsi que les crédits principaux visant à couvrir l'allocation chômage.

Ces dépenses concernent la réévaluation du point indiciaire au personnel des établissements et administrations publics et les dettes de l'organe de Sécurité sociale et l'incidence financière relative au rétablissement des contrats des bénéficiaires des activités de l'insertion sociale et professionnelle.

Les dépenses de fonctionnement comportent un budget de 3913,17 milliards DA soit une hausse de 366 DA couvrant notamment le programme complémentaire au profit de certaines wilayas et les crédits au profit du secteur de la santé après la levée du gel sur les projets des infrastructures. La loi de finances complémentaire prévoit un déficit global de 5467 milliards DA, selon les chiffres avancés par le ministre.

LOI DE FINANCES COMPLÉMENTAIRES POUR 2022

L'APN se penche sur le texte

Le projet de loi de finances complémentaire (PLFC - 2022) a été présenté par le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, devant la Commission des finances de l'Assemblée populaire nationale (APN). Adoptée par le Conseil des ministres du 19 juin 2022, l'ordonnance portant LFC 2022 a été publiée au Journal officiel du 3 août dernier.

Karim Aimeur - Alger (Le Soir) - Face aux membres de cette commission, le représentant du gouvernement a exposé les grandes lignes de la LFC 2022, affirmant que cette loi comprenait différentes mesures palliatives à la loi de finances 2022, destinée à la couverture des dépenses supplémentaires en cours.

Il s'agit notamment d'améliorer les salaires et l'allocation chômage et de renforcer les programmes d'investissement public en faveur de certaines wilayas en plus de la réalisation de structures sanitaires.

Il a expliqué que le texte vise à maintenir et améliorer les subventions de l'État aux catégories vulnérables. Selon lui, cette loi comporte une série de dispositions législa-

tives visant à «soutenir le secteur agricole, à promouvoir l'investissement, à renforcer le pouvoir d'achat des citoyens et à conférer une cohérence et simplicité sur les procédures».

Et de préciser que cette loi ne comporte pas de nouveaux impôts et charges fiscales supplémentaires.

Le ministre des Finances a affirmé que la loi qui se focalise essentiellement sur la mise en œuvre de mesures urgentes et prioritaires en vue de répondre aux grands objectifs devant stimuler l'activité économique et relancer la croissance outre la réduction de la dépendance aux hydrocarbures prévoit aussi un taux de croissance de 3,44% et une augmentation du PIB hors hydrocarbures à 4,3%.

Concernant l'encadrement de la macroéconomie, les changements principaux opérés sur la PLFC consistent également en le prix référentiel du baril de pétrole évalué à 60 USD au lieu de 45 USD adopté au titre de la LF 2022 ainsi que le cours du marché à 70 USD contre 50 USD (LF 2022).

Eu égard à ces indicateurs, la LFC prévoit 39 mds USD d'exportations d'hydrocarbures à la fin de 2022 soit une augmentation de 40,4% et 18,5 mds USD d'importations de marchandises soit une croissance de 15%.

La balance des paiements atteindra, selon la LFC 2022, +963 millions USD, alors que les

réserves de change s'élèveront à 46,28 mds USD l'équivalent de 12 mois d'importations de marchandises et de services.

La hausse des recettes budgétaires prévue au titre de cet exercice, s'élève à +23,2% enregistrant 7000,8 milliards DA, y compris la fiscalité pétrolière qui augmentera à 3 211 milliards DA.

Les dépenses budgétaires s'élèvent à 11 610 milliards DA au titre de la loi de finances complémentaire, soit une hausse de 1 752 milliards DA par rapport à la loi de finances 2022.

Ces dépenses concernent 7 697 milliards DA alloués aux dépenses de fonctionnement soit une hausse de 1 385 milliards DA afin de prendre en charge principalement la contribution à l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) et l'Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers (Onil) ainsi que les crédits principaux visant à couvrir l'allocation chômage.

Les dépenses de fonctionnement comportent un budget de 3 913,17 milliards DA, soit une hausse de 366 DA couvrant notamment le programme complémentaire au profit de certaines wilayas et les crédits au profit du secteur de la santé après la levée du gel sur les projets des infrastructures.

K. A.

CONSEIL DE LA NATION

Benabderrahmane défend son bilan

Après l'avoir fait, la semaine écoulée devant les députés, le Premier ministre a récidivé, hier mardi, en défendant devant les membres du Conseil de la Nation, l'action de son gouvernement, une année après avoir eu le quitus pour son plan d'action.

Mohammed K. - Alger (Le Soir) - Une sorte de bilan que Aimene Benabderrahmane s'est évertué à étaler près de deux heures durant, à coup de chiffres, manière de permettre aux membres de la Chambre haute du Parlement de toucher de près aux réalisations, mais également aux lacunes et autres manques de même qu'aux projections du gouvernement.

Et entre autres de ces chiffres brassant maints secteurs de l'activité nationale, le Premier ministre souligne une croissance de «+ 4,7%» et un «excédent de la balance commerciale de l'ordre de 13,9 milliards de dollars en août dernier», avec près de 5 milliards de dollars d'exportations hors hydrocarbures. Il fournit également les projections du gouvernement en matière de production énergétique (205 millions de tonnes équivalent pétrole à l'horizon 2025), les réalisations de logements et le développement de l'agriculture.

Ceci sur le plan économique, alors que sur le volet social, le Premier ministre relève le montant de l'enveloppe financière allouée aux transferts sociaux qui s'élève à plus de 5 000 milliards de dinars, non sans insister sur le fait que l'action du gouvernement s'est articulée essentiellement, durant la période allant de sep-



tembre 2021 à août 2022, autour de la poursuite des réformes politiques et institutionnelles profondes décidées par le président de la République. Dans ce sillage, et en matière de renforcement des droits et libertés, Benabderrahmane indique que le gouvernement «a œuvré à l'amendement de la loi relative à la pratique de l'action syndicale», en sus de «la réforme globale initiée en vue de renforcer la liberté syndicale et de renforcer les mécanismes de règlement des différends en milieu professionnel». En sus de l'entame de «l'élaboration de la stratégie nationale relative à la prévention et à la lutte contre les bandes de quartiers», «l'installation d'un pôle pénal national de lutte contre les crimes électroniques liés aux TIC, l'élaboration d'une loi relative à la lutte contre la spéculation illicite et l'achèvement de l'élaboration de projets de lois relatifs à la sécurité routière et la prévention contre les drogues et les psychotropes».

Pour ce qui est de la moralisa-

tion de la vie publique, le Premier ministre précise que cette question «revêt une importance particulière dans le plan d'action du gouvernement, étant l'un des facteurs essentiels permettant d'instaurer la confiance entre les composantes de la société, notamment entre le citoyen et les institutions de l'État», citant, dans ce sens, le renforcement du système de prévention et de lutte contre la corruption à travers l'installation de la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, juste après la promulgation de la loi pertinente, et l'élaboration d'un ensemble de projets de lois y afférents ayant porté sur la création d'une agence chargée de la gestion des biens saisis et confisqués par la justice.

Ceci, en plus de l'amendement de plusieurs cadres juridiques dans l'objectif de dépénaliser l'acte de gestion et d'encadrer les enquêtes touchant les gestionnaires, de même qu'il a été procédé à l'exécution des décisions de justice définitives de

confiscation des fonds et biens détournés dans le sillage de la mise en œuvre de la démarche globale pour le recouvrement des avoirs produits de la corruption et le lancement de 219 commissions rogatoires internationales, dont 43 exécutées et 156 en cours de traitement pour l'identification, la saisie et la confiscation des fonds détournés.

Il faut préciser que les débats autour de cette déclaration de politique générale du gouvernement ne seront entamés que ce mercredi matin avec pas moins de 104 membres du Conseil de la Nation sur les 170 qu'il compte (4 sièges ne sont toujours pas pourvus), qui se sont inscrits pour intervenir. Des interventions prévues pour s'étaler sur deux jours, c'est-à-dire devant se poursuivre jusqu'à demain jeudi avant l'intervention des chefs des quatre groupes parlementaires (indépendants, tiers présidentiel, FLN et RND) et les réponses du Premier ministre en toute fin de journée.

M. K.

IMPORTATION DES VÉHICULES DE MOINS DE 3 ANS

L'Apoce approuve



Les décisions prises par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, concernant le dossier des véhicules, représentent une bouffée d'oxygène pour les citoyens et vont permettre le retour, dans quelques mois, des activités de la distribution et l'industrie automobiles», a affirmé, hier, Mustapha Zebdi, président de l'Association algérienne de protection et d'orientation du consommateur et

son environnement (Apoce). « Ces mesures qui touchent trois axes très importants, vont contribuer à désouer la situation du marché de l'automobile en Algérie, après plusieurs années de suspension de l'importation, ce qui a causé un manque estimé à un million de véhicules et une hausse des prix qui ont atteint des niveaux records», a indiqué M. Zebdi. Ce dernier, qui s'est dit même optimiste quant à la mise en

œuvre rapide de ces décisions, a mis en relief « l'existence d'une volonté politique sincère pour clore ce dossier ». Pour ce qui est de l'impact de ces mesures sur les prix des véhicules en Algérie, M. Zebdi a estimé que les cours « vont baisser de 30% dès l'apparition des premiers résultats de la mise en œuvre de ces mesures, telles que la signature de conventions avec les grands constructeurs ou le début

des opérations d'importation des véhicules de moins de trois ans ». De son côté, Hacène Menouar, le président de l'Association nationale pour la protection des consommateurs « Aman », a également salué les décisions prises par le chef de l'Etat, en relation avec le dossier des véhicules. M. Menouar a tout de même prévenu que « cette opportunité pourrait être exploitée par des parties exerçant dans le mar-

ché informel », ce qui va participer à l'enrichissement illégal, au détriment des intérêts de l'Etat et du consommateur ». Ce dernier a également insisté sur la nécessité d'accélérer le lancement de l'industrie automobile dans le pays, « seule solution à même de protéger l'économie nationale et d'offrir aux citoyens des voitures neuves avec un service après-vente et une disponibilité de la pièce de rechange ». R. N.

وزير المالية يعرض الأمرية المتضمنة القانون أمام لجنة المالية

قانون المالية التكميلي 2022 أمام النواب للمصادقة

« لا ضرائب جديدة ولا أعباء ضريبية إضافية »

ذلك الجباية البترولية التي سترتفع إلى 3211 مليار دينار. وستعمل نفقات الميزانية إلى 11610 مليار دينار بارتفاع قدره 1752 مليار دينار مقارنة بقانون المالية 2022. وتشمل هذه النفقات 7697 مليار دينار موجهة لنفقات التسيير بزيادة تقدر بـ 1385 مليار دينار. قصد التكفل أساسا بالمساهمة في الديوان الجزلري المهني للحيوب والديوان الوطني المهني للحليب والاعتمادات الأساسية التي تهدف إلى تغطية منحة البطالة.

كما تشمل إعادة تقييم النقاط الاستدلالية لمستخدمي المؤسسات والإدارات العمومية وديون الضمان الاجتماعي والأثر المالي المتعلق بإعادة تحرير عقود المستفيدين من نشاط الإدماج الاجتماعي والإدماج المهني. وتضمنت نفقات التجهيز ميزانية قدرها 3913.17 مليار دينار بزيادة 366 مليار دينار. ستغطي البرنامج التكميلي لفائدة بعض الولايات والاعتمادات لفائدة قطاع الصحة بعد رفع التجميد عن مشاريع المنشآت القاعدية. كما ويتوقع قانون المالية التكميلي عجزا إجماليا للجزيرة قدره 5467 مليار دينار.

مهدي ب

وسيسل رصيد ميزان المدفوعات في قانون المالية التكميلي لسنة 2022 إلى 983 مليون دولار، بينما سيرتفع مستوى احتياطي الصرف إلى 46,28 مليار دولار، ما يعادل 12 شهرا من واردات السلع والخدمات. ويتوقع ذات القانون نسبة نمو بـ 3.44 بالمائة ونمو الناتج المحلي الخام خارج قطاع الحروقات بـ 4.3 بالمائة.

ويركز قانون المالية التكميلي 2022 بشكل أساسي على تنفيذ إجراءات عاجلة وذات أولوية للاستجابة للأهداف الكبرى لتحفيز النشاط الاقتصادي وناش النمو وتقليل الاعتماد على الحروقات. كما يرمي إلى الحفاظ على دعم الدولة للنفقات العوزة وتحسينه للحفاظ على المكتسبات الاجتماعية للمواطنين والذي له أثر متباينة على نفقات الدولة. كما يتضمن القانون جملة من التدابير التشريعية الهادفة لدعم القطاع الفلاحي وترقية الاستثمار وتعزيز القدرة الشرائية للمواطنين وإضفاء للتجانس على الإجراءات وتبسيطها، حسب كسالي، الذي أكد أن هذا القانون لا يتضمن ضرائب جديدة أو أعباء ضريبية إضافية.

ويرتقب أن ترتفع إيرادات الميزانية لهذه السنة بـ 23.2 بالمائة، بما في

أكد وزير المالية، إبراهيم جمال كسالي، أمس، أن مشروع قانون المالية التكميلي لسنة 2022 تضمن عدة إجراءات وتدابير تصحيحية لقانون المالية 2022، وجهت لتغطية النفقات الجارية الإضافية، حيث يتعلق الأمر، حسب، بتحسين الأجور ومنحة البطالة وتعزيز برامج الاستثمار العمومي لبعض الولايات وإنجاز منشآت الصحية.

تطرق الوزير خلال عرضه للنص على لجنة المالية والميزانية للمجلس الشعبي الوطني، إلى تأطير الاقتصاد الكلي والمالي، حيث تمحور التغييرات الرئيسية التي طرأت في قانون المالية التكميلي، أساسا، في السعر المرجعي المقدر بـ 60 دولار للبرميل عوضا عن 45 دولار المعتمد في قانون المالية 2022 وسعر السوق المقدر بـ 70 دولار للبرميل عوضا عن سعر 50 دولار المعتمد في قانون المالية 2022.

وبالنظر إلى هذه المؤشرات، يتوقع في إطار قانون المالية التكميلي، أن تصل صادرات الحروقات إلى 39 مليار دولار نهاية سنة 2022، بزيادة 40.4 بالمائة وأن تبلغ واردات السلع 38.5 مليار دولار أي بنمو نسبته 15 بالمائة.

أمام لجنة المالية والميزانية بـ«الغرفة السفلى» كسالي يعرض مشروع قانون المالية التكميلي ■ سعر مرجعي للبتروول بـ 60 دولارا للبرميل

عزّز وزير المالية إبراهيم جمال كسالي، الاثنين، بالجزائر، مشروع قانون المالية التكميلي لسنة 2022 على لجنة المالية والميزانية للمجلس الشعبي الوطني.

أكد كسالي خلال جلسة ترأسها لخضر سامي، رئيس اللجنة، أن مشروع هذا القانون تضمن عدة إجراءات وتدابير تصحيحية لقانون المالية لـ 2022، وجهت لتغطية النفقات الجارية الإضافية، ويتعلق الأمر على وجه الخصوص بتحسين الأجور ومنحة البطالة وتعزيز برامج الاستثمار العمومي لبعض الولايات وإنجاز منشآت الصحية.

وهيما يخص تأطير الاقتصاد الكلي والمالي، وتمحور التغييرات الرئيسية التي طرأت في قانون المالية التكميلي، أساسا، في السعر المرجعي المقدر بـ 60 دولارا للبرميل عوضا عن 45 دولارا المعتمد في قانون المالية 2022

وسعر السوق المقدر بـ 70 دولارا للبرميل عوضا عن سعر 50 دولارا المعتمد في قانون المالية 2022. وبالنظر إلى هذه المؤشرات، يتوقع «في إطار قانون المالية التكميلي» أن تصل صادرات المحروقات إلى 39 مليار دولار نهاية سنة 2022، بزيادة 40.4 بالمائة وأن تبلغ واردات السلع 38.5 مليار دولار أي ينمو نسبيته 15 بالمائة. وسيصل رصيد ميزان المدفوعات في قانون المالية التكميلي لسنة 2022 إلى +983 مليون دولار بينما سيرتفع مستوى احتياطي الصرف إلى 46.28 مليار دولار، ما يعادل 12 شهرا من واردات السلع والخدمات.

ويتوقع ذات القانون نسبة نمو تصل 3.44 بالمائة ونمو الناتج المحلي الخام خارج قطاع المحروقات إلى 4.3 بالمائة. وفقا لتصريحات الوزير، ويركز قانون المالية التكميلي لسنة 2022 بشكل أساسي على تنفيذ إجراءات عاجلة وذات أولوية للاستجابة للأهداف الكبرى لتحفيز النشاط الاقتصادي وإنعاش النمو وتقليل الاعتماد على المحروقات، حسب السيد كسالي. كما يرمي القانون إلى الحفاظ على دعم الدولة للقطاعات المعوزة وتحسينه للحفاظ على

المكتسبات الاجتماعية للمواطنين والذي له آثار متباينة على تفقات الدولة، يضيف الوزير، ويتضمن القانون جملة من التدابير التشريعية الهادفة لدعم القطاع الفلاحي وترقية الاستثمار وتعزيز القدرة الشرائية للمواطنين وإضفاء للتجانس على الإجراءات وتبسيطها، حسب السيد كسالي الذي أكد أن هذا القانون لا يتضمن ضرائب جديدة أو أعباء ضريبية إضافية.

ويرتقب أن ترتفع إيرادات الميزانية لهذه السنة بنسبة +2، 23 بالمائة لتصل إلى 8.7000 مليار دج، بما في ذلك الجباية البترولية التي سترتفع إلى 3211 مليار دج. وستصل نفقات الميزانية من جهة أخرى إلى 11610 مليار دج في قانون المالية التكميلي بارتفاع قدره 1752 مليار دج مقارنة بقانون المالية 2022. وتشمل هذه النفقات 7697 مليار دج موجهة لنفقات التسيير بزيادة تقدر بـ 1385 مليار دج، قصد التكنل أساسا بالمساهمة في الديوان الجزائري المهني للحبوب والديوان الوطني المهني للحليب والاعتمادات الأساسية التي تهدف إلى تغطية منحة البطالة.

كما تشمل إعادة تقييم النقاط الاستدلالية لمستخدمي المؤسسات والإدارات العمومية وديون هيئة الضمان الاجتماعي والأثر المالي المتعلق بإعادة تحرير عقود المستفيدين من نشاط الإدماج الاجتماعي والإدماج المهني. وتضمنت نفقات التجهيز ميزانية قدرها 17.9313 مليار دج بزيادة 366 مليار دج والتي ستغطي خصوصا البرنامج التكميلي لفائدة بعض الولايات والاعتمادات لفائدة قطاع الصحة بعد رفع التجميد عن مشاريع المنشآت القاعدية. ويتوقع القانون التكميلي عجزا إجماليا للخزينة قدره -5467 مليار دج، حسب الأرقام التي عرضها الوزير.

يهدف إلى إدراج إجراءات وتدابير تسهيلية، كسالي،

قانون المالية التكميلي لا يتضمن أي ضرائب أو أعباء ضريبية

تعزيز القدرة الشرائية، إلى جانب إضفاء التجانس على الإجراءات وتبسيطها واعتماد إجراءات تحفيزية لدعم القطاع الفلاحي والاستثمار في مجالي النقل البحري والجوي، بالإضافة إلى عدم تضمينه لأية ضرائب أو أعباء ضريبية إضافية. وكشف كسالي عن بعض التغييرات الرئيسية التي طرأت في هذا القانون مقارنة بقانون المالية الأولي حيث تمحورت حول عناصر التأطير كسعر مرجعي يقدر بـ60 دولار للبرميل عوضاً عن 45 دولار في قانون المالية لسنة 2022، سعر السوق المقدر بـ70 دولار للبرميل عوضاً عن 50 دولار في قانون المالية لسنة 2022، وهذا إلى جانب التكفل بالأثر المالي للنفقات الإضافية لنفقات التسيير والتي بلغت 1.385 مليار دينار وكذا تغطية الاحتياجات الإضافية المسجلة في ميزانية التجهيز بمبلغ إجمالي لاعتمادات الدفع البالغة 366 مليار دينار.

قال وزير المالية، إبراهيم كسالي، إن قانون المالية التكميلي لا يتضمن أي ضرائب أو أعباء ضريبية إضافية، موضحاً أنه يركز على تنفيذ إجراءات عاجلة للاستجابة لتحفيز وتنويع النشاط الاقتصادي لإنعاش النمو وتقليل الاعتماد على مداخل المحروقات، والحفاظ على دعم الدولة للقطاعات المحتاجة وتحسينه. وأشار كسالي خلال عرض قدمه بالمجلس الشعبي الوطني أمام لجنة المالية، إلى أن قانون المالية التكميلي لسنة 2022 يهدف إلى إدراج إجراءات وتدابير تسهيلية لقانون المالية لسنة 2022 توجه لتغطية النفقات الإضافية المرتبطة ببعض التدابير المتخذة بعد إيداع قانون المالية، مثل تحسين الأجور وصرف منحة البطالة وتعزيز برنامج الاستثمار العمومي لفائدة بعض الولايات وإنجاز المنشآت الصحية. وأضاف الوزير أن هذا القانون يهدف إلى



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger

